



COMMUNE D'ATTALENS

REGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE LUTTE CONTRE LES ELEMENTS NATURELS

LE CONSEIL GENERAL D'ATTALENS

Vu la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (LPolFeu; RSF 731.0.1; ci-après la loi);

Vu le règlement du 28 décembre 1965 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RPolFeu; RSF 731.0.11; ci-après le règlement);

Vu la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop; RSF 52.2);

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1);

Vu la convention conclue le 26 mars 2013 entre les communes (conseils communaux) d'Attalens, Bossonnens et Granges,

édicte :

CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

Article premier¹ Le conseil communal est responsable de la défense contre l'incendie et de la protection contre les éléments naturels.

² Pour accomplir cette mission, les communes d'Attalens, Bossonnens et Granges, organisent un corps de sapeurs-pompiers commun (corps de sapeurs-pompiers intercommunal, CSPI). La collaboration intercommunale est régie par convention.

Art. 2 ¹ Chaque conseil communal constitue sa propre commission locale du feu.

² Les conseils communaux réunis constituent en outre une commission intercommunale du feu.

CHAPITRE II - COMMISSION LOCALE DU FEU

Art. 3 La commission locale du feu est composée de trois membres, nommés par le conseil communal pour la durée d'une législature. Elle est présidée par un membre du conseil communal. Le commandant du corps SP ou un officier désigné par celui-ci en fait partie de droit.

Art. 4 Les compétences de la commission locale du feu sont celles prévues par l'article 7 de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels et par l'article 3 et 3a du règlement.

² Sont réservées les compétences (préparation du budget et des décomptes, coordination, préavis pour la nomination du commandant et de son remplaçant) attribuées à la commission intercommunale du feu par la convention intercommunale.

CHAPITRE III - CORPS DE SAPEURS-POMPIERS

A Obligation de servir - recrutement - taxe d'exemption

Art. 5 ¹ Le service de défense contre l'incendie ou le paiement de la taxe d'exemption est obligatoire pour tout homme ou femme domicilié/e sur le territoire de la commune, quelle que soit sa nationalité, dès 20 ans révolus jusqu'au 31 décembre de l'année des 42 ans.

² Les jeunes gens et les jeunes filles âgés de 18 ans révolus peuvent, s'ils le demandent, être incorporés dans le corps des sapeurs-pompiers.

³ De plus, si les conditions de motivation, de compétence, ainsi que de disponibilité sont remplies, la possibilité est offerte aux membres du corps qui en font expressément la demande de poursuivre le service sur une base volontaire jusqu'à l'âge de 60 ans.

⁴ Sont dispensés du service dans le corps de sapeurs-pompiers et également exonérés du paiement de la taxe d'exemption :

- a) les bénéficiaires d'une rente AI non aptes au travail;
- b) les étudiants et les étudiantes inscrits dans une école supérieure ;
- c) les personnes s'occupant, dans leur propre ménage, d'une personne invalide ou impotente, ou d'un enfant, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 16 ans révolus; dans un couple marié ou un partenariat enregistré, une seule personne bénéficie de cette exemption;
- d) les personnes qui ont servi 15 ans dans un corps de sapeurs-pompiers;
- e) les membres d'un Centre de renfort sapeurs-pompiers.

Art. 6 ¹ Avant son entrée en fonction, le sapeur-pompier doit être déclaré apte au service par un médecin (conformément à la recommandation concernant l'examen médical des sapeurs-pompiers FSSP).

²Les porteurs d'appareil de protection respiratoire sont périodiquement soumis à un examen médical. L'ECAB en précise les exigences.

³Les frais y relatifs sont pris en charge par les communes.

Art. 7 ¹ Les hommes et les femmes soumis à l'obligation de faire le service et qui ne sont pas incorporés paient une taxe d'exemption annuelle fixée selon les besoins, mais au maximum à Fr. 300.00.

² Le produit de la taxe d'exemption est exclusivement affecté au service de défense contre l'incendie.

³ En cas de déménagement dans une autre commune d'une personne soumise à la taxe, la commune facture sa part au prorata temporis. Le mois de départ compte comme mois plein.

⁴ Toute taxe d'exemption non payée à l'échéance porte intérêt au taux de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

⁵ Le Conseil communal arrête dans l'annexe tarifaire les montants de la taxe d'exemption.

B Compétences des conseils communaux

Art. 8 Les conseils communaux réunis nomment, conformément aux dispositions de la loi et du règlement :

- le commandant, avec l'assentiment préalable du Préfet et de l'Établissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB);
- le remplaçant du commandant sur préavis de la commission intercommunale du feu.

Art. 9 ¹ L'assemblée des Conseils communaux réunis veille à ce que l'effectif du corps des sapeurs-pompiers ne soit pas inférieur à 55 sapeurs et pas supérieur à 75 sapeurs. Dans la mesure du possible, les communes encouragent le personnel communal à faire partie du corps des sapeurs-pompiers.

⁴ Le recrutement a lieu par voie d'appel personnel ou par avis au pilier public.

⁵ Nul ne peut exiger son incorporation dans le corps de sapeurs-pompiers.

Art. 10 La commission intercommunale du feu propose aux conseils communaux réunis le commandant et son remplaçant. Elle nomme les officiers.

² Elle statue sur les exemptions, les licenciements et les exclusions.

Art. 11 Sous réserve des disponibilités budgétaires, la commission intercommunale du feu fixe le traitement des cadres, la solde des cadres et des sapeurs-pompiers pour les exercices, pour les sinistres et pour les services spéciaux, en tenant compte du grade et de l'importance de la fonction.

Art. 12 L'équipement des sapeurs-pompiers et le matériel de défense sont fournis par les communes conformément aux exigences de la loi et du règlement, ainsi que des directives de l'ECAB.

Art. 13 La compétence pour tenir l'inventaire du matériel et l'état nominatif du corps est déléguée à l'état-major. Un rapport sur le matériel est adressé annuellement aux conseils communaux.

C Organisation du corps

Art. 14 Le corps des sapeurs-pompiers, militairement organisé, est placé sous la surveillance de la commission intercommunale du feu et sous les ordres de son commandant. Il doit pouvoir assurer, en tout temps, une intervention rapide et efficace en cas de sinistre.

Il comprend :

- un état-major,
- un service de première intervention,
- un service des sapeurs,
- un service de piquet,
- un service de spécialistes.

Art. 15 La direction du corps est confiée au commandant. Il est soutenu dans cette tâche par l'état-major qui est constitué par des cadres, à savoir un commandant, un remplaçant du commandant, des officiers, un sergent-major et un fourrier.

Les cadres doivent représenter environ un tiers de l'effectif total.

Art. 16 Le commandant du corps est responsable de l'instruction et de la discipline. Pour le reste, les attributions du commandant ou de son remplaçant sont fixées par la loi et le règlement cantonal.

Art. 17 ¹ Le commandant ou son remplaçant fixe la date des exercices obligatoires; il les annonce au moins 10 jours à l'avance à la commission intercommunale du feu, à la préfecture, à l'Inspection cantonale des sapeurs-pompiers et au président de la commission d'instruction du district.

² Le commandant est responsable de l'organisation du système d'alarme conformément aux directives de l'ECAB et d'un service de police.

³ Après un incendie, il adresse immédiatement un rapport détaillé au conseil communal, à la préfecture et à l'ECAB (conformément aux directives de l'ECAB).

Art. 18 ¹ L'état-major propose à la commission intercommunale du feu les candidatures pour les nouveaux officiers.

² Il nomme les sous-officiers et incorpore les sapeurs-pompiers.

³ Les promotions sont faites conformément aux prescriptions du règlement cantonal et à l'ECAB.

Art. 19 ¹ Les sapeurs-pompiers et les cadres sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements cantonaux.

² Les absences sont reconnues excusables dans les cas suivants :

- décès dans la famille,
- maladie ou accident attestés par un certificat médical,

- service militaire,
- activité professionnelle urgente attestée par l'employeur, respectivement dûment motivée par un indépendant,
- autres cas de force majeure.

Art. 20 ¹ Dans la mesure du possible, les excuses sont remises par écrit au commandant ou à son remplaçant 48 heures avant l'exercice. Les absences injustifiées seront sanctionnées selon l'art. 25.

² Sur demande, une justification de l'absence sera remise par écrit au commandant ou à son remplaçant dans les 48 heures suivant l'exercice.

Art. 21 ¹ Chaque sapeur-pompier doit tenir son équipement en bon état et le rendre également en bon état au moment où il quitte le corps. Les frais de nettoyage ou de réparation de l'équipement non entretenu seront déduits de la solde.

² L'utilisation de l'équipement à des fins privées est interdite.

Art. 22 Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade, a le devoir de participer à la lutte contre le feu et contre tout autre sinistre dès qu'il est alarmé.

Art. 23 Le corps fait partie de la Fédération de district, de la Fédération cantonale (FFSP) et de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP).

Art. 24 ¹ Les sapeurs-pompiers sont assurés à titre complémentaire auprès de la Caisse de secours de la FSSP conformément aux dispositions de l'assurance. Les cotisations sont payées par la commune.

² La commune assure les véhicules privés réquisitionnés.

³ Les cas d'accident ou de maladie doivent être annoncés immédiatement au commandant.

CHAPITRE IV - SANCTIONS PENALES ET DISCIPLINAIRES

Art. 25 ¹ Celui ou celle qui n'obtempère pas à un ordre ou qui contrevient intentionnellement ou par négligence aux prescriptions du présent règlement est passible d'une amende de 50.-- à 1'000.-- francs prononcée par le conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée selon procédure prescrite par les articles 86ss LCo.

² Sont d'autre part réservées les dispositions pénales de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (art. 50ss).

Art. 26 L'absence non justifiée à un exercice ou à une intervention est punissable d'une amende de 40.00 francs la première fois, de 60.00 francs la deuxième fois et de 80.00 francs la troisième fois. La quatrième absence injustifiée entraîne l'exclusion du corps.

Art. 27 L'arrivée tardive à un exercice entraîne la perte de 50 % de la solde et, au-delà de 30 minutes, elle est assimilée à une absence non justifiée.

Art. 28 ¹ La dénonciation est faite par le commandant ou par son remplaçant.

² L'exclusion est prononcée par le conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée, sur avis du commandant ou de son remplaçant et de la commission intercommunale du feu.

CHAPITRE V - VOIES DE DROIT

Art. 29 ¹ Toute décision prise en application du présent règlement est sujette à réclamation auprès du conseil communal. L'article 86 al. 2 et 3 LCo demeure réservé pour les sanctions pénales.

² Les décisions du conseil communal prises sur réclamation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Préfet. Toutefois, les décisions prises sur réclamation relatives à la taxe d'exemption sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

³ Le délai de réclamation et de recours est de trente jours dès la notification de la décision.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Art. 30 Le règlement organique du service de défense incendie du 1^{er} décembre 2003 est abrogé.

Art. 31 Le présent règlement entre en vigueur au 1^{er} janvier 2013, sous réserve de son approbation par la Préfecture.

Adopté par le Conseil général le 16 avril 2013

Le Secrétaire
Alexandre Tangerini



La Présidente
Denise Karlen



Approuvé par la Préfecture de la Veveyse

Châtel-St-Denis, le17...juin... 2013

Le Préfet
Michel Chevalley




Annexe tarifaire

**au règlement organique du service de défense contre l'incendie
et de lutte contre les éléments naturels**

En application de l'article 7 du règlement organique du service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels, le Conseil communal fixe le montant de la taxe d'exemption annuelle à Fr. 80.00

Approuvé par le Conseil communal, Attalens le 26 mars 2013

L'Administrateur communal
Alexandre Tangerini



Le Syndic
Michel Savoy



